

## Section II: Interactions des Formes de Savoir dans la Conservation: Discussion et Commentaires

### COMMENTATEURS

Serge Bahuchet  
LACITO/CNRS

Diane Doran  
SUNY, Stonybrook

Edmond Dounias  
IRD Montpellier

Sarah Elkan  
Université de Minnesota

Eric Worby  
Yale University (Modérateur)

**Serge Bahuchet, LACITO/CNRS:** Ces présentations indiquent brillamment la biodiversité qui compose cette région...les zones sont différentes les unes des autres. Cette diversité évoque également une autre importante réalité pour la compréhension de cette immense région, ce nombre important de communautés, de groupes ethniques, de langues, qui correspondent également à la représentation de différents milieux, de différentes économies, et de différentes histoires d'interdépendance entre les sociétés.

La notion de connaissances face à la connaissance indigène demeure un sujet de débat. Qu'est-ce que la connaissance indigène? Ce que j'ai aimé dans la papier de Zephirin Mogba et Mark Freudenberg est la démonstration que ces formes de connaissances indigènes ne sont pas fixes ou statiques, mais ont évolué. On peut voir comment une communauté intègre la technologie moderne selon ses besoins, comment elle intègre les connaissances économiques avec les différents systèmes de traditions économiques en vue de parvenir à une économie qui n'est pas traditionnelle mais fonctionnelle dans le secteur formel, les systèmes de crédit, et les systèmes d'échange.

Plus spécifiquement, ces différents systèmes de connaissance agissent sur les différents systèmes de gestion, tel que Joiris l'a fait remarqué. Cela implique des régimes bien distincts pour la circulation des biens, des différents rapports de territorialité, la plupart

ayant une logique différente du monde occidentale. Joiris a aussi démontré le rapport entre la surface cultivée et l'utilisation de l'espace pour la chasse, le rassemblement ou d'autres activités. Ce qu'il faut retenir est que le rapport entre les types de sol, les types de produits, et globalement les systèmes de production de nourriture qui peuvent être complexes et dispersés sur le plan spatial, lient les villages au bord de la route aux camps dans la forêt où l'agriculture et d'autres activités se côtoient de façon complexe. Un point qui n'a pas été soulevé par la présentation de Joiris aujourd'hui mais qui figure dans son travail sur la réserve Dja concerne les réclamations de communautés pour des territoires qui ont été utilisés dans le passé comme les camps de forêt ou les cimetières. De tels sites, évidemment pas ceux à côté d'une route principale (où existent de larges bases de village) sont liés à d'autres sites d'importance culturelle dans la forêt, tels que les cimetières ou les sites d'anciens villages qui échappent à la détection par télédétection à cause de la re-croissance mais qui ont une importance énorme pour les résidents de la région.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne les rapports de tels systèmes avec la politique dans les zones protégées, je voudrais considérer un dernier exemple. La question de limiter l'activité agricole dans des zones protégées à un rayon de 5 km à partir des bords des routes principales me semble quelque peu arbitraire, et est basée sur une considération unique de l'agriculture mais non sur des configurations d'utilisation des produits de la forêt. Même uniquement en termes de production agricole, est-ce qu'une telle mesure explique les périodes particulièrement longues de jachère dans ces systèmes agricoles, et leurs caractéristiques spatiales? Plusieurs fois, pour une évaluation précise, des besoins particuliers d'une famille, on peut considérer que la terre ne soit libérée en une seule année, mais plutôt vingt fois pour permettre les périodes de jachères qui, souvent, dans cette zone, peuvent être plus de 17 ans.

Une dernière chose: les récentes recherches au Cameroun montrent que les pratiques agricoles sont très proches des configurations de régénération de la forêt, et en particulier les configurations de l'abattage d'arbre peuvent influencer les mouvements des animaux de telle façon à affecter la dispersion de graine de plantes afin qu'elles ne colonisent pas la terre utilisée pour l'agriculture. En bref, dans ces sociétés, il y a un rapport très étroit entre l'agriculture et le piégeage. Si nous voulons insister là-dessus, nous pourrions même dire que les champs sont le géant appât au centre d'un grand réseau de pièges qui l'entourent; ceci me rappelle les résultats des systèmes latino-américains de «jardin-chasse». Là aussi, il y a eu des limitations sur l'utilisation des pièges dans la proximité des champs, bien

*Les récentes recherches au Cameroun montrent que les pratiques agricoles sont très proches des configurations de régénération de la forêt, et en particulier les configurations de l'abattage d'arbre peuvent influencer les mouvements des animaux de telle façon à affecter la dispersion de graines de plantes afin qu'elles ne colonisent pas la terre utilisée pour l'agriculture.*

qu'il aurait été mieux de limiter une telle activité, et de limiter la chasse au fond de la forêt.

**Diane Doran, SUNY, Stonybrook:** Nous avons très peu entendu parler de la surveillance biologique et de comment cette dernière est incorporée sur le plan de la gestion de ces zones. Cela est notamment lié à des raisons évidentes que les gens travaillant dans ces différents terrains publient dans différentes revues, travaillent dans différents départements, et ont rarement l'occasion d'avoir ces échanges.

La présentation de Fotso qui a bien souligné la surveillance au-delà des frontières politiques était un point vers lequel nous devons consacrer plus d'effort. Chacun de nous travaille dans un pays particulier, et même là encore lorsque nous travaillons dans des zones proches les unes des autres, il y a très peu de communication entre les gens. L'idée d'échange a été mentionnée mais nous parlons toujours d'un problème ou d'un autre, et il n'y a pas eu assez de volonté d'essayer de les intégrer.

**Edmond Dounias, IRD Montpellier:** Ce qui émerge de ces études de cas — celle de Mogba et Freudenberg et celle de Daou Joiris — c'est que les populations de forêt ne sont pas traditionnellement des gens qui ont un mode spécialisé de subsistance. Toutes les études montrent que le fermier dans la forêt n'est pas strictement un fermier, il est fermier avec autres choses. Un pêcheur de forêt n'est pas toujours strictement un pêcheur. Par conséquent, la caractéristique principale des systèmes de la production ou des populations dans la forêt est leur diversité. Cela n'est peut-être pas évident, mais quelques actions dans les domaines de développement et de la conservation ont pleinement tenu compte de cette diversité. L'approche «synchro-écologique» pour étudier les multiples populations fonctionnant différemment dans le même écosystème tend à souligner l'activité prédominante à la base de leurs systèmes respectifs, c'est-à-dire que nous les identifions soit comme «pêcheurs», «chasseurs», «trappeurs», ou «fermiers». Mais si nous observons de très près, dans une approche «auto-écologique» pour l'étude des populations opérant au sein de plusieurs différents environnements écologiques, nous voyons que ceux qui avaient été identifiés comme «pêcheurs» peuvent sembler, à quelques dix ou cent kilomètres, être des «fermiers». Donc, il y a une vraie combinaison des caractéristiques culturelles, des environnements ethniques et des contraintes physiques environnementales, qui déterminent la prédominance d'un complexe d'activités ou autre, dans un groupe ou dans un autre. De façon générale, ils ont tous en papiers.

Aussi on constate un point dans les exposés présentés ici, c'est que l'arrivée de nouvelles populations dans la zone peut réellement

modifier cette base diverse, créant des spécialisations — telles que le cas des immigrés dans la région de Dzanga Sangha pour la production de diamants. Ceci peut signifier la spécialisation soudaine dans des collectes de maïs pour la production d'alcool près des camps de diamants, par exemple. Plusieurs sont arrivées du Nord ou de l'Afrique de l'Ouest et sont fortement spécialisées dans des activités commerciales...tout ceci modifie l'équilibre des systèmes divers qui existent dans la région. Cette dynamique mérite une étude beaucoup plus explicite et approfondie.

Les populations des forêts ont un système et une diversification de ce système qui dépend des relations territoriales particulières... Joiris l'a montré comme une série de cercles concentriques autour d'un village avec la forêt derrière. Mais ces couches interpénètrent, en grande partie à travers les mélanges de pratiques de plantation et le mélange des espaces agricoles et de chasse. Souvent, nous trouvons de vieilles plantations de cacao et/ou de café où d'autres espèces sont plantées — souvent les espèces sélectionnées produisent des produits qui attirent les mammifères. Nous devons avoir à l'esprit que l'agriculture est au-dessus des autres systèmes de ressource.

Un autre fait important sur la région trinationale, c'est l'apparition de *Chromolaena odorata*, une espèce d'herbes qui est caractéristique des conflits au sujet de la conservation et de diverses perspectives — celle de l'écologiste, contre celle de l'agronome ou celles des populations qui exploitent activement l'environnement. Il s'agit d'une plante composée d'origine américaine, introduite en Afrique et en Asie comme couverture de récolte pour les économies de plantation, en vue d'améliorer la qualité du sol. Mais cette espèce est extrêmement envahissante, et sa présence peut provoquer une diminution excessive de la richesse de l'espèce. Ainsi, elle présente des avantages du point de vue agronomique, mais elle est tout à fait abominable du point de vue écologique. Plusieurs populations qui pratiquent traditionnellement l'agriculture swidden la conçoivent comme parasite (et souvent l'appelle par le nom des dictateurs africains. Elle est connue comme «herbe de Bokassa» en RCA, et comme «herbe de Sékou Touré» en Côte d'Ivoire, des exemples dans ce sens sont abondants. Dans les zones périphériques de Yaoundé, elle porte le nom de la prison centrale de Yaoundé, pour indiquer qu'une fois qu'on entre dans ce monde herbeux, on ne peut pas en sortir, comme c'est le cas avec la prison!). Cependant, une étude des plaines de Tikar du Cameroun montre que pour une population de la savane avec des systèmes agricoles continus cette «mauvaise herbe» peut être un agent positif, en améliorant la qualité du sol tout en augmentant la production agricole globale, en réduisant les périodes de rotation de jachère tout en permettant en même temps la pro-

ductivité pendant sept ou huit ans successifs. Ainsi le même facteur peut avoir des effets radicalement différents suivant le système dans le quel il agit. Il sera important de comprendre l'intégration de ceci dans les systèmes de la population de la région de Sangha.

Il y a bien entendu, moins de facteurs écologiques et plus de facteurs politiques en jeu. Les mécanismes pour évaluer la productivité agricole régionale sont basés sur des évaluations de la surface arable relativement limitée par le producteur agricole — en effet les projections existent pour des allocations de terre par fermier. Je sais qu'au Cameroun le chiffre généralement citée se situe autour de 1/3 hectare par personne par an, ainsi les projections existent jusqu'en 2020. Mais nous savons que ces projections seront seulement réalisées si des systèmes ambulants d'agriculture sont stabilisés, et enracinés dans l'espace. Dans un certain sens, ces évaluations ne sont pas basées sur les réalités de la forêt, mais aspirent plutôt à transformer et à harnacher la production de la forêt. Une espèce de plante telle que celle-ci, alors, peut normalement être contemplée comme une arme politique éventuelle dans de tels combats.

**Sarah Elkan, Université de Minnesota:** La question de la surveillance transnationale et celle de savoir comment assurer que cette surveillance font partie de la conservation et du développement. Temporairement, je conçois cela sous différents niveaux. La surveillance est extrêmement importante, particulièrement dans cette région où nous avons des infrastructures et des projets qui fonctionnent de penser à la surveillance à long terme et à une surveillance des changements climatiques, et d'observer un peu plus à moyen terme, la répartition de la population des large mammifères et les habitudes de migration et plus à court terme d'aborder les problèmes tels que l'exploitation de diamants et les changements de pression. Travailler sur les mêmes types de méthodologies. Pendant que nous sommes ici ensemble, il est important de penser à quels genres de méthodologies (nous utilisons) et non pas de chercher à inventer la roue lorsque vient le moment de la surveillance.

Au Congo, nous subissons actuellement une forte pression pour l'exploitation du diamant, particulièrement dans le nord-est. A bien réfléchir, nous n'avons pas vraiment abordé le problème, c'est une nouvelle préoccupation pour nous, mais à entendre les gens de la RCA parler et en réfléchissant sur comment vous tous allez aborder le problème et comment le contrôler, nous pouvons nous servir de méthodologies similaires et voir comment elles vont s'appliquer à notre zone.

Aussi dans la situation actuelle au Congo, dans la zone de Nouabalé-Ndoki, il existe un besoin évident de collaboration, et un

grand nombre d'entre vous ont déjà collaboré avec nous à cause de cette nécessité. Nous avons eu de nombreux échanges d'information à cause des circonstances de difficulté que nous avons vécu dans les récentes années. Ceci nous a conduit au point où nous sommes aujourd'hui. Les personnes avec lesquelles nous avons eu des différends au cours des derniers mois, et avec qui aujourd'hui, nous pensons travailler ensemble.

Notre champ d'intérêt dans le parc Nouabalé-Ndoki a été fondamentalement la surveillance en terme de sciences naturelles; et une des choses que nous constatons est cette grande population des mammifères...il y a tellement de choses que nous ignorons et énormément de choses liées à la protection des espèces. A propos de Bongo, de connaissance directe, fondamentalement nous découvrons que les populations peuvent être localisées, mais en même temps nous constatons que les populations se déplacent plus loin que nos estimations avaient prévu. Ceci a une application directe à la chasse safari, qui est encore quelque chose à soulever dans le cadre de la surveillance. Comment considérons-nous ces populations, et comment est-ce que cela change d'un pays à l'autre dans la région trinationale?

La région trinationale a dans tous les cas, un point d'intérêt sur ce que nous appelons «mbais» ou les ouvertures de forêt, et nous nous sommes concentrés sur ces zones à propos de la surveillance. Ces ouvertures de forêt représentent quelque chose de tout à fait unique pour notre région. Il serait intéressant d'observer comment chaque pays forme la gestion de ces petits microhabitats, ces petites ouvertures de forêt, où il existe diverses espèces et des espèces abondantes vivant dans une même zone, et il existe des espèces qui sont attirées par la croissance ou des éléments dans le sol ou dans l'eau. Comment pouvons-nous tous regarder ces zones, surveiller ces zones, et parvenir à une solution de protection de ces aires telle que celle que nous avons dans la région trinationale? Plusieurs d'entre nous qui font de la recherche, se concentrent sur la suppression de ces «mbais» et il est important d'associer des activités comme la mise sur pied du tourisme et la recherche dans une approche intégrale de protection et il faut observer la migration des populations en vue d'aborder la question de savoir comment parvenir à des politiques, comment parvenir aux moyens de contrôler ceci de la même manière à travers toute la région trinationale.

*La région trinationale a dans tous les cas, un point d'intérêt sur ce que nous appelons "mbais" ou les ouvertures de forêt, et nous nous sommes concentré sur ces zones à propos de la surveillance. Ces ouvertures de forêt représentent quelque chose de tout à fait unique pour notre région.*

## COMMENTAIRES, QUESTIONS ET RÉPONSES

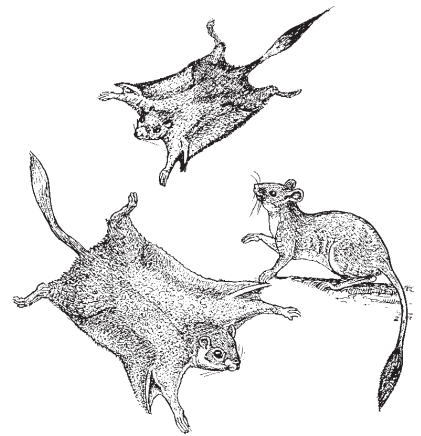
**Eric Worby, Université de Yale (Modérateur):** Je voudrais attirer votre attention sur un autre paradoxe ou une autre contradiction...

la langue de la politique générale, de la planification et de la gestion conduit toujours à des discussions des solutions qui contiennent des termes tels que zonage, frontières, limites. En fait, cette conférence porte sur la possibilité de mettre ensemble des personnes au-delà des frontières parce que les gens ainsi que les animaux ne respectent pas vraiment les frontières légalement établies.

Ce que nous avons appris des personnes qui parlent de la manière dont la population locale comprend sa vie économique, les contraintes auxquelles elle doit faire face, ou ce que la recherche menée par les chercheurs en sciences sociales ou en sciences naturelles ont apporté est que l'essentiel de ce que nous cherchons lorsque nous observons les populations humaines et non humaines sont les stratégies basées sur le mouvement, l'adaptation flexible, les multiples formes d'utilisation des ressources qui existent simultanément en prenant les occasions de considérer les nouvelles zones économiques ou de nouvelles ressources naturelles si cela s'avère possible ou nécessaire. S'il s'agit d'aller à l'avant avec la politique générale, alors ceci doit se faire de manière beaucoup plus fondamentale. Quelque chose doit être abandonné: l'idée qu'il peut exister des zones spécialisées consacrées exclusivement à l'agriculture, à un certain type d'usage de la forêt, ceci est en rigide contradiction avec les pratiques des personnes qui vivent dans la forêt.

L'intéressante présentation de RRA semble révéler énormément sur la communauté qui semble très diverse après une période assez courte de recherche. Au moins cela a une apparence superficielle d'un processus très ouvert et démocratique dans une situation sociale caractérisée par le secret, dans une configuration sociale où les connaissances constituent une puissance. Naturellement, la difficulté est qu'on se demande où vous, en tant que chercheur, en tant qu'interviewers, vous situez-vous dans ce réseau complexe de pouvoir. Comment avez-vous pu vous insérer dans cette position privilégiée d'être capable de dire ouvrons toutes les histoires possibles, toutes sortes de connaissances, à l'inspection publique ici. Quelles sont les genres de conditions ethniques qui permettent ce genre d'exercice, qui le rendent difficile ou important? Que pensez-vous de tout cela?

**Vincente Ferrer, Banque Mondiale:** Hier après avoir écouté M. Ngatoua présenter le travail qu'il a réalisé à Dzanga-Sangha, j'étais réellement satisfait....Voilà quelque chose qui fonctionne très bien. Merveilleux. Mais après avoir écouté vos présentations (Freudenberger et Mogba), je suis quelque peu préoccupé. De sorte que la question est qu'est-ce qui se passe réellement, quel est l'avenir de la conserva-



*Anomalurus* sp  
(Illustration: Bernardin Nabana)



tion? Qu'est-ce qui se passe en réalité?

**William Ascher, Université de Duke:** Je voudrais représenter Owen Lynch qui n'a pas pu être ici. La question est en rapport avec des gouvernements qui accordent des droits d'utilisateurs aux personnes qui ont des droits usuels là-bas. Owen a indiqué qu'il n'appartient pas au gouvernement d'accorder des droits d'utilisateur, le gouvernement peut identifier ces droits. A partir du moment où le gouvernement dit «nous vous accordons des droits», cela implique que le gouvernement se donne aussi le pouvoir de vous dessaisir de ces droits d'utilisateur. Alors, je suis curieux de savoir si votre notion de zonage est d'identifier les droits antérieurs, ou alors s'il appartient au gouvernement de dire voici des droits que nous en tant que gouvernement assignons ici, et nous nous réservons le privilège ou le droit de les retirer plus tard.

Une question reliée à ce problème est quelle est la valeur d'un permis de zone face aux différentes couches des droits d'utilisateurs dans une zone? Du peu que j'ai lu sur les rapports entre les pygmées et les Bantous, je sais que les interactions sont flexibles parfois les gens ont le droit de faire différentes choses, parfois, la répartition en zones n'existent pas car nous pensons en Occident que «zonage» veut dire une activité ici et une activité là-bas.

**Vincente Ferrer, Banque Mondiale:** Au sujet de la question de conceptualiser les frontières, et de cercles concentriques (village, agriculture, forêt) fournie par Daou Joiris: Quelle est la signification de «sylviculture» dans ce contexte? En termes de droits usuels 15 km<sup>2</sup> qui est le chiffre qui a été mentionné comme une possibilité veut dire 25.000 hectares. 25.000 ha même au niveau de la production de sylviculture dans le bassin du Congo est très bas aujourd'hui. Cela représente seulement 5 mètres cube c'est-à-dire 100.000 mètres cubes de bois par an, si vous exploitez tout. 100.000 mètres cubes de bois par an est une moyenne de 100\$ US par mètre cube, ce qui donne \$10 millions. Alors la question est: proposons-nous qu'à chaque village du bassin, soit accordé ce montant? Nous devrions réfléchir un peu plus en termes économiques si nous voulons dire soit accès à la forêt, ainsi ils pourront y aller rassembler les plantes médicinales, ou alors parlons-nous de leur donner le droit d'exploiter ce qui est 25.000 ha, ce qui est la superficie type d'une concession au Cameroun?

**Catherine Coquery-Vidrovitch, Université de Paris VII:** Et comment décidons-nous ce que «devrait» se produire? Quel est ce mot, «raisonnable»? La rationalité vient sous des formes multiples — écologiques (entretien des systèmes écologiques); économique

*Il n'appartient pas au gouvernement d'accorder des droits d'utilisateur, le gouvernement peut identifier ces droits. A partir du moment où le gouvernement dit «nous vous accordons des droits», cela implique que le gouvernement se donne aussi le pouvoir de vous dessaisir de ces droits d'utilisateur.*



(production d'excédent économique); aide sociale (pour les socialement désavantagés), culturel (stratégies respectives culturellement raisonnables telles que la chasse pour les «pygmées»). Mais la variation dans ce qui est économiquement, écologiquement ou autrement «raisonnable» avec le temps est également une indication claire que raisonnable a plusieurs significations...en Afrique pendant des centaines d'années les occidentaux ont distribué des armes à feu aussi rapidement qu'ils pouvaient, poussant les Africains à de plus en plus grands rendements de chasse. Puis, soudainement, entre 1930 et 1950 il y avait des interdictions sur le commerce d'armes et la chasse a été proscrite en même temps. Des exemples semblables existent dans l'histoire française, en ce qui concerne des histoires de chasse, des droits de chasse, et des règlements de chasse. Nous trouvons importante la distinction entre les petits et les grands propriétaires fonciers ruraux et la noblesse ou les élites politiques. En outre, comme Joiris a noté, la dissociation des droits de chasse des modes de gestion territoriale usuelle doit être considérée — peut-être comme cela n'a jamais été le cas de manière satisfaisante dans plusieurs histoires occidentales. Ces frontières et ces limites proposées à l'intérieur et entre les zones protégées doivent d'une façon ou d'une autre être assez souples pour être effectives, plutôt que de provoquer la résistance et d'abandonner ce qui est «raisonnable» aux différents acteurs.

**Daou Joiris, Université Libre de Bruxelles:** En ce qui concerne le terme «raisonnable», je l'utilise comme un écologiste: configuration qui permet à un environnement normal de se reproduire.

En réponse au commentaire de M. Ferrer, je dois insister que nous parlons ici des droits d'utilisation, et des agencements usuels de cette nature, et non de la propriété de la terre. C'est une distinction importante. Il y avait également un problème soulevé au sujet de la question des limites...une question de besoin de fixation au sujet des limites. C'est simplement une réalité des zones protégées pour des raisons de répartition en zones. Et pour la plupart, les populations rurales se rendent très bien compte de ces limites, par exemple dans la région de Dja. Les gens sont tout à fait capable de faire les changements nécessaires, et de comprendre un cadre de conservation (particulièrement les personnes âgées qui se rappellent des périodes où les ressources de faune étaient plus abondantes).

Ce qu'ils craignent, cependant, est la répression, particulièrement la répression aveugle qui punit certaines activités par rapport à d'autres. La vraie question, alors, est de savoir où se situent les limites acceptables? La première étude de ce genre que nous avons réalisée à Dja en vue d'avoir une idée de la taille de la zone, était assez délicate...ils avaient déjà entendu parler de la répression ailleurs, et

étaient hostiles et assez soupçonneux. Cela a pris d'énormes quantités de travail d'extension et de communication dans chaque site que nous avons étudié, d'énormes négociations avec la population locale pour arriver aux limites qu'elle pourrait accepter. En fait M. Mewondo Mengang a participé à cette expérience d'une certaine manière, car nous avons eu des réunions à Yaoundé avec les représentants du village (chefs et responsables de famille) pour essayer de montrer le niveau de la représentation de la zone... une manière de les inclure dans les résultats de recherches. Nous avons voulu ainsi tester la pertinence de nos résultats. Cette tentative particulière a malheureusement rencontré une opposition, et n'a pas continué comme discussion à travers des niveaux avec les villages comme nous l'avions souhaité. Néanmoins, l'effort a été fait, ce qui aurait pu marquer une différence à long terme. Le cas de la réserve de Lopé est même bien plus sérieux que celui de Dja. Maintenant pas une seule étude ne peut être menée; la répression est trop forte, en particulier pour les pygmées qui ont fui. Aujourd'hui, il n'existe plus que les vestiges des systèmes sociaux qui ont fonctionné dans la zone il y a dix ou quinze ans.

**Allard Blom, WWF-RCA:** C'est naïf de penser que c'est seulement la population locale, en changeant sa stratégie, qui va obtenir «pleine protection». On a aussi besoin de maintenir l'ordre. Dans n'importe quelle société, il y a toujours des gens qui sont contre l'intérêt général de l'ensemble de la communauté ainsi, on a toujours besoin d'une certaine application de la loi. Il est naïf de penser que les villageois s'occuperont eux-mêmes de l'application de la loi, particulièrement dans ces systèmes où la grande partie de la pression provient réellement de l'extérieur de la région. Et le maintien de l'ordre devrait particulièrement être fait par exemple dans les zones de concession forestière qui sont habituellement impliquées dans le braconnage. Elles ne payent pas leurs impôts ou ne payent pas les services sociaux. Je crois que ce sont les principaux problèmes qui devraient être abordés.

**David Watts, Université de Yale:** Au sujet de l'idée de former une équipe qui irait auprès des communautés en vue de discuter de leurs besoins, de leurs perceptions et d'essayer de les instruire à travailler vers des objectifs de conservation à long terme. Je pense que c'est une merveilleuse idée, et je pense que les efforts de WWF dans ce sens sont louables. Et M. Mogba nous a exposé pourquoi en lui-même quelque chose de ce genre ne peut aller loin s'il ne tient compte d'autres choses qui se passent autour. Car les personnes peuvent comprendre très bien leurs besoins à long terme, mais ils vont dire que les intérêts à court terme sont liés à leur survie, et vont faire des choses contraires aux besoins à long terme.

Comment est-il facile de produire des versions particulières des connaissances? Eric a indiqué qu'un point important à émerger de cette section; les barrières politiques ne signifient rien quand il s'agit de la conservation, et cela s'applique autant aux non-humains qu'aux personnes. Nous avons une très bonne illustration de la part du Dr. Fotso qui a parlé des calaos qui se déplacent à de longues distances et sont importants dans la dispersion de graine et pour parler des liaisons écologiques à travers une large région qui sont indépendantes des frontières naturelles. Mais je suis sûr que Dr. Fotso pourrait également proposer un grand nombre d'espèces qui n'ont pas ce genre de mouvement peu coûteux, mouvement de longue distance, ou qui ne sont pas écologiquement flexibles, certainement beaucoup moins que nos propres espèces, et ainsi souffre de la fragmentation forestière. Et il ne serait pas productif de plusieurs manières si nous commençons par dire «les frontières important peu» car les frontières (ou tolérances écologiques), il faut en tenir compte.

**David Wilkie, Associés pour la Recherche et le Développement en Forêt:** La plupart des conflits entre la communauté internationale de conservation et les communautés locales se produit parce que la communauté internationale perçoit ces ressources comme globalement rares, et nous allons auprès de la communautés locales pour dire, «ces ressources sont rares, nous devons les protéger», et les communautés locales disent, «attendez une minute, ces ressources ne sont pas rares, elles sont abondantes»! Il s'agit d'un paradoxe étonnant que les choses qui sont globalement rares aux yeux de la communauté internationale, sont incroyablement en abondance pour la communauté locale. Et dans ce cas il y a un conflit entre ces deux différentes perceptions. Comment pouvons-nous convaincre la communauté locale de conserver quelque chose lorsqu'elle dit, «mais il y a trop d'éléphants ici! Les arbres? Il y a des tonnes d'arbres! Regardez autour de vous, il y a des arbres partout!» et nous répondons, «oh oui, mais c'est seulement 7% du paysage global». Et ils disent «7% du paysage global, mais qu'est-ce que cela veut dire»? Ainsi, les ressources globalement rares et les ressources localement en abondance sont condamnées à créer un conflit entre les moyens de la stratégie globale de conservation biologique et les besoins de subsistance de la communauté locale.

**Zéphirin Mogba, Université de Bangui:** Au sujet de nos méthodes de sciences sociales et de nos rôles dans les communautés où nous avons étudié la migration dans Dzanga-Sangha. Nous avons eu des sessions de formation avant d'entrer dans les communautés pour maîtriser les approches communes. Il y avait des représentants de

*Comment pouvons-nous convaincre la communauté locale de conserver quelque chose lorsqu'elle dit, «mais il y a trop d'él éphants ici! Les arbres? Il y a des tonnes d'arbres! Regardez autour de vous, il y a des arbres partout!» et nous répondons, «oh oui, mais c'est seulement 7% du paysage global.»*

diverses couches des communautés de Bayanga qui ont constitué les équipes pour le MARP— «Pygmées», les employés des compagnies d'exploitation, et d'autres. La procédure générale était d'envoyer de petites équipes en mission de reconnaissance dans les communautés dans les buts d'annoncer nos objectifs, et de négocier les termes sous lesquels elles nous permettent de perturber les rythmes réguliers de leurs vies quotidiennes, dans le cadre d'un large calendrier saisonnier, et de négocier la triangulation initiale des acteurs et de l'information pour évaluer des occasions et des modes de notre intervention et collecte d'information. Tout ceci se passe avant notre séjour de dix jours à deux semaines comme équipe au sein des communautés étudiées; mangeant avec eux, les regarder travaillant (ou travaillant avec eux), identifiant les groupes cibles (femmes, personnes âgées, même les enfants) qui s'étaient moins fait entendre. Ainsi, on envoyait des émissaires appropriés en dehors des réunions de groupe en vue de chercher des informations.

Ceci n'est pas facile...souvent les gens ont des idées erronées sur ce que nous sommes, et ce que nous faisons réellement. Certains nous confondent avec un groupe de réfugiés en fuite! D'autres nous prennent pour les agents d'intervention de l'État «masqués». Lorsque nous posons des questions épineuses, les gens retirent leur soutien, refusent de nous donner à manger, nous suspectent. Si nous avons la malchance de nous mêler de ce qui se passe dans un camp d'exploitation minière avec une patrouille anti-braconnage, c'est là que tout s'effondre! Il y a des tensions préexistantes entre de tels entrepreneurs et les projets de conservation, et nous les équipes de recherches sommes coincées entre les deux. Mais souvent, nous sommes en mesure, à travers une discussion honnête et notre calme, de les convaincre. Parfois les gens disent au début «nous ne vous offrirons rien d'autre que du piment car vous nous empêchez de tuer les animaux, par conséquent nous ne pourrions vous offrir de la viande»! Mais vers la fin, ils sont très ouverts, même ils nous remercient d'avoir initié le dialogue au sein de leurs communautés au sujet de leurs besoins, de leurs histoires et le processus de développement.

**Eric Worby, Université de Yale (Modérateur):** Quelles sont les conditions dans lesquelles les gens révèlent les connaissances, quelles sont les politiques de circulation des connaissances? Il n'existe pas de connaissances objectives partagées par nous tous dans les agences internationales, dans les gouvernements et au niveau local. Cependant, le partage des connaissances en lui-même, comme création de connaissance, est noyé dans les rapports sociaux qui eux-mêmes ont de longues histoires. Si au cours d'une période de plusieurs générations



*Aonyx congica* (Illustration: Bernardin Nabana)

les gens ont collaboré avec les pouvoirs qui gouvernent en cherchant à cacher ce qu'ils savent, ceci est au moins aussi important que de gérer ce qu'ils révèlent, ce type d'objectif avec lequel tout le monde est d'accord sur tout ce qui se passe devra faire l'objet d'attention.

**Richard Estes, Commission pour la Survie des Espèces (SSC) et Union pour la Conservation de la Faune (WCU):** Avoir affaire à des personnes au niveau local et arriver à gagner leur confiance est une chose très difficile, pourtant je me demande s'il n'est pas possible d'institutionnaliser, au moins en termes de gestion de faune, et spécialement la gestion de la faune en termes d'espèces comme les gorilles. Au lieu de former les gens à devenir des surveillants de jeu, par exemple, pourquoi ne pas les former en vue de les envoyer dans les communautés, et essayer de les convaincre que leur capacité de protéger la faune à long terme dépend de la mise en place de sanctuaires où la faune peut se multiplier. Disons que le peuple est propriétaire et responsable de la terre, alors un des grands problèmes de cette conservation est que le peuple a appris de l'extérieur ce qu'il devait faire. Aujourd'hui, il y a de nouveaux efforts de conservation, disons en Tanzanie où pendant une période on a laissé les Maasai décider, comme un atelier...se rassembler pour échanger les idées: qu'est-ce que vous en pensez? Quelle est la conclusion logistique? Et ces personnes semblent parfaitement capables de comprendre que si elles continuent d'épuiser les ressources et comme de plus en plus de personnes viennent, il n'y aura éventuellement plus de ressources. Alors qu'est-ce qui est dans leur intérêt? Je suggère qu'il pourrait y avoir une manière de multiplier ce genre d'exercice en formant les gens, particulièrement sur la façon de faire ce genre de chose.

**Mark Freudenberg, WWF-US:** C'est exactement la stratégie que nous avons dans le programme de formation en Afrique centrale. Nous avons formé environ 68 personnes venant aussi bien de la communauté de conservation que des populations locales dans ces approches de recherche et de planification de la communauté. Plusieurs personnes qui étaient dans l'équipe viennent bien entendu des parcs nationaux, sont les autorités forestières et certains étaient même des directeurs de programme d'études d'écoles nationales et régionales de la faune. Ainsi ces directeurs d'études de l'école de la Faune à Garoua étaient en effet membres de l'équipe et ont pris part à cette approche et ont essayé de l'institutionnaliser dans le programme de l'école de la Faune. L'École de la Faune a aussi reçu un terrain pour essayer de mettre sur pied un projet pilote expérimental de gestion de la communauté où les gardes apprendront les outils de planification en vue de travailler avec les communautés aussi bien

locales qu'avec les puissants groupes d'intérêts pour essayer de mettre sur pied un processus de gestion de la communauté en tant qu'élément de leur programme d'études à l'école de la faune.

**Alec Leonhardt, Université de Princeton:** Au sujet de la relativité des connaissances dans la situation de la recherche, j'ai visité un village dont Serge avait parlé et qui est abandonné, isolé dans la forêt... et aujourd'hui, ce village n'existe plus, et la plupart des agriculteurs sont partis. Mais, il y a une grande variété dans la communauté Baka. Lorsque mon traducteur et assistant a parlé avec le chef de la communauté Baka en lui demandant au sujet de l'orientation du développement «qu'est-ce qui vous manque ici»? Et ce dernier a donné une liste standard: camp d'exploitation forestière, route, dispensaire, marché, école. Et j'ai donné suite à cela car j'étais curieux: pourquoi n'ont-ils pas déménagé vers la route comme les autres fermiers voisins. Et il a dit «nous n'avons aucune raison de partir d'ici, on est très bien ici».

**William Ascher, Université de Duke:** Je suis très curieux au sujet de ce qui était le statut des individus avant de venir travailler aux mines de diamants? Pourquoi est-ce que quelqu'un accepterait des conditions aussi viles. Probablement que leurs précédentes conditions étaient beaucoup plus misérables? Cela nous éclaire davantage au sujet de toute la situation.

**Daou Joiris, Université Libre de Bruxelles:** Dans le Parc National Odzala par exemple, (et, encore, mon analyse se situe au niveau local) nous avons des villages des populations locales et non des populations immigrées occupées dans l'exploitation artisanale où il y a des quotas d'exploitation. Les conditions sanitaires y sont très déplorable — il y a par exemple beaucoup de cas de polio malgré les niveaux élevés du revenu en général. Ainsi nous avons un problème dans le contexte culturel, avec l'importance pour l'analyse d'approche de participation qui vise la redistribution des revenus. Ce sont des sociétés basées sur le prestige, où les augmentations de revenu peuvent très bien être investies dans les prix de mariage et affichent de la richesse ou de la générosité qui nous semble éphémère. Mais notre conception du sage investissement n'est pas la même que la leur.

**Richard Estes, SSC et WCU:** Ceci me rappelle une situation en Angola en 1970 où les cartels du diamant étaient en activité dans les parc nationaux de seulement une centaine de kilomètres carré. Il y avait des puits partout. Et je suis choqué que même dans les cartels bien organisés, comme DeBeers, nous n'osons pas demander à ces

*Ce sont des sociétés basées sur le prestige, où les augmentations de revenu peuvent très bien être investies dans les prix de mariage et affichent de la richesse ou de la générosité qui nous semble éphémère. Mais notre conception du sage investissement n'est pas la même que la leur.*



gens d'éviter les zones protégées. Et nous savons qu'il s'agit là d'une des sociétés les plus développées du monde...et nous ne parvenons pas à leur demander de respecter certaines règles élémentaires.

**Anna Roosevelt, Musée d'Histoire Naturelle de l'Université de Illinois:** Cette discussion a porté principalement sur des personnes et sur des économies politiques, ainsi c'est merveilleux d'entendre que les solutions se situent dans les processus sociaux et biologiques.

**Roger Fotso, WCS, Cameroun:** Nous avons été submergés par les perspectives des sciences sociales. Certainement que les deux sont d'importance égale en ce qui concerne la biodiversité; je ne vois aucun inconvénient à les aborder ensemble. Au contraire, c'est productif.

**Joseph Mewondo Mengang, Ministère de L'Environnement et des Forêts, Cameroun:** C'est une enquête des biologistes de la région de Lobéké en 1987 qui a créé la première classification de la priorité potentielle par le Ministère du Tourisme au Cameroun.

**Zéphirin Mogba, Université de Bangui:** Pour un biologiste, peut-être que les questions de zonage et de frontières dépendent vraiment des types d'espèces qu'on trouve dans les différentes zones spatiales, et en quelle quantité. Mais si nous voulons sérieusement que les ressources naturelles deviennent un capital économique à être géré collectivement, alors les résultats des recherches doivent être mieux disséminés à tous les niveaux de base, parmi les communautés dans tous les trois pays. Autrement, il n'y aura aucune base, et lorsque les expatriés seront forcés d'arrêter leurs activités (comme cela se passe souvent avec l'instabilité politique dans la région) tout le cadre de nouvelles idées et pratiques sur la faune en souffra. Il faut construire des bases—même avec les biologistes.

**Simeon Tchatoua Numbem, Université de Cornell:** Quelle est la place de l'agriculture dans tout ceci? Comment l'agriculture réagit-elle aux marchés? Comment «les produits forestiers non-boisés» affectent et changent les marchés? Comment abordons-nous ces questions fondamentales au sujet de l'agriculture?

**Edmond Dounias, IRD Montpellier:** Dans toutes nos discussions des écosystèmes de forêt nous nous étions concentrés sur des écosystèmes terrestres et l'utilisation des régions aquatiques n'a pas été suffisamment abordée, le FLEUVE Sangha comme écosystème de fleuve n'a pas été sérieusement pris en considération. Lorsque nous voyons la région sur Primetime ou CNN nous semblons plus intéressés à chercher à sauver l'éléphant et on ne s'agite pas tellement pour les poissons.



**Michelle Kisliuk, Université de Virginie:** Revenons aux perceptions de la richesse telles que redéfinies à propos des ressources naturelles comme capital à être préservé. Je me demande si ceci nous ramène à changer nos perceptions sur ce qu'est la richesse à travers ces différents systèmes culturels. Comment pouvons-nous arriver à des définitions de la richesse qui prennent en compte ces multiples visions?

**Serge Bahuchet, LACITO/CNRS, France:** Nos équipes de chercheurs ont lutté au cours des années. Une chose qui saute aux yeux lorsqu'on étudie ce que les gens mangent en RCA et au Cameroun (et ici je parle des forêt autochtones avec très peu de contact avec les économies industrielles, mais qui ont des économies monétaristes) est que l'argent sert à obtenir les produits manufacturés (essence, savon, bière) mais pas la nourriture. Les économies de l'alimentation se suffisent à elles-mêmes.

**Michelle Kisliuk, Université de Virginie:** D'une certaine manière, les anecdotes les plus racontées au cours de cette session ont été sur les relations culturelles — mais comment avons-nous accès aux systèmes culturels qui contiennent des significations au sujet de ces catégories centrales? Particulièrement si ces significations sont fabriquées et négociées à travers des chansons, des danses, des contes et d'autres pratiques qui ne sont pas si facile à appréhender pour les gens de l'extérieur.

**David Watts, Université de Yale:** J'aimerais aller plus à la racine de notre attribution de valeur... pourquoi parlons-nous tant de diamants et d'ivoire? Quelles sont les forces derrière ces réalités de valeur?

**David Wilkie, Associés pour la Recherche et le Développement en Forêt:** Et nous devons être très réalistes au sujet des valeurs. Africa Resources Trust a procédé à une étude des dépenses des États Africains sur les zones protégées par an, et a trouvé un véritable intervalle. La Hollande dépense environ 3.500 dollars par an par hectare, les États-Unis à peu près 1.000 dollars, le Kenya et la Tanzanie dépensent plus que n'importe quel pays en Afrique, soit environ 200 dollars, et les autres pays consacrent environ 10-15 dollars.

SERGE BAHUCHET est chercheur au Laboratoire d'Analyses des Civilisations à Tradition Orale à Paris. Il a passé des décennies à étudier la culture et l'écologie des pygmées BaAka en République Centrafricaine. Depuis 1995, il est directeur scientifique d'un projet de recherche soutenu par la Commission Européenne intitulé, «Avenir des Peuples des Forêts Tropicales», qui est prévu de durer cinq ans. Les centres d'intérêt de sa recherche portent sur: les approches ethnoécologique, ethnolinguistique et historique à l'intégration de l'homme dans l'écosystème de la forêt africaine; sur le rapport interstitiel entre les chasseurs-cueilleurs pygmées et les agriculteurs; et sur les problèmes de la modernisation, de la conservation, et du développement durable dans les forêts tropicales humides de l'Afrique centrale.

Bibliographie sommaire:

- 1981- présent. *Encyclopédie des Pygmées Aka: techniques, langage et société des chasseurs-cueilleurs de la forêt Centrafricaine*. 17 volumes. Paris: Société d'Études Linguistiques et Anthropologiques de France.
- 1988. Food supply uncertainty among the Aka Pygmies (Lobaye, C.A.R.). Dans *Coping with uncertainty in food supply*. Garine and Harrison, eds. Oxford: Oxford University Press.
- 1991. Wild yams revisited: is independence from agriculture possible for rainforest hunter-gatherers? *Human Ecology* vol. 19, no. 2: 213-243 (with McKey and de Garine).
- 1997. Un style de vie en voie de mutation: considérations sur les peuples des forêts denses humides. Dans V. D. Joiris, ed., *Les peuples des forêts tropicales: systèmes traditionnels et développement rural*. Bruxelles: Civilisations, vol. 64, nos. 1-2: 16-31.

Serge Bahuchet, LACITO-CNRS, Rue l'Admiral Mouchez 75014, Paris, France, Tel: 1.45.89.76.55, Fax: 1.45.80.59.83, E-mail: bahuchet@mnhn.fr

DIANE DORAN est professeur-assistant au département d'anthropologie à l'Université de l'État de New York à Stony Brook (SUNY). Ses recherches portent sur l'écologie behavioriste des anthropoïdes africains. Elle a étudié les [bonobos] en République Démocratique du Congo (l'ancien Zaïre), le chimpanzé en Côte d'Ivoire, et le gorille de montagne au Rwanda. Elle a très récemment établi un centre de recherche au Parc National Dzanga-Ndoki en République Centrafricaine pour étudier le gorille de plaine et le chimpanzé sympatriques.

Bibliographie sommaire:

- 1993. Sex differences in adult chimpanzee positional behavior: the influence of body size on locomotion and posture. in *American Journal of Physical Anthropology*. vol. 91, no. 1: 99.
- 1994. avec K. D. Hunt. The comparative locomotor behavior of chimpanzees and bonobos: species and habitat differences. In *Chimpanzee cultures*, R. W. Wrangam, W. C. McGrew, FBM de Waal, P.G. Heltne, eds. Cambridge: Harvard University Press.
- 1996. Comparative positional behavior of the African apes. Dans *Great ape societies*, W. C. McGrew, L. F. Marchant, T. Nishida, eds. Cambridge: Cambridge University Press.
- 1997. Ontogeny of locomotion in mountain gorillas and chimpanzees *Journal of Human Evolution*. vol. 32, no. 4: 323.

Diane Doran, N553 Social and Behavioral Sciences, SUNY at Stony Brook, Stony Brook NY 11794-4364, Tel: 516.632.9445, Fax: 516.632.9165, E-mail: ddoran@epo.som.sunysb.edu

EDMOND DOUNIAS est titulaire du diplôme de Ph.D. en agroécologie du Laboratoire de la Botanique Tropicale de l'Université de Montpellier, en France. Sa spécialisation mélange l'agroécologie avec l'anthropologie; ces deux domaines structurent son travail sur le terrain au Cameroun, lorsqu'il aborde l'agriculture, la gestion de l'environnement et les sciences ethnologiques. A l'heure actuelle, il est directeur de recherche à l'IRD, un poste qu'il tient depuis 1994.

Bibliographie sommaire:

1993. Food consumption in the forest populations of the southern coastal area of Cameroon. Dans C. M. Hladik, H. Pagezy, O. F. Linares, A. Hladik, A. Semple, M. Hadley, eds., *Food and Nutrition in the Tropical Forest: Biocultural Interactions and Applications to Development*. Paris: Unesco-Parthenon, Man and the Biosphere Series, 12: 295-310.
1996. Recrés forestiers post-agricoles: perceptions et usages chez les Mvae du sud Cameroun forestier. *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée*. vol. 38, no.1.
1996. Sauvage ou cultivé? La paraculture des ignames sauvages par les Pygmées Baka du Cameroun. Dans *L'alimentation en Forêt Tropicale: Interactions Bioculturelles et Applications au Développement*. C. M. Hladik, A. Hladik, H. Pagezy, O. F. Linares, A. Froment, eds., Paris: Unesco.

Edmond Dounias, IRD-Montpellier. 85 Rue de la Planche 455590, St. Cyr en Val, France. Tel.: 33(0)2.38.63.31.71

SARAH ELKAN est candidate au doctorat à l'Université de Minnesota, où elle étudie la biogéochimie et les processus de sol. Elle mène des recherches sur le terrain à Nouabalé-Ndoki au Congo, dans le cadre de sa thèse.

Sarah Elkan, WCS, Nouabalé-Ndoki National Park, c/o 185th Street and Southern Boulevard, Bronx, NY 10460, Tel: 718.220.7519, E-mail: 102477.3350@compuserve.com

ERIC WORBY est professeur-assistant d'anthropologie à l'Université de Yale. Ses recherches portent sur les implications sociales du développement rural et des initiatives de conservation en Afrique du Sud et au sud d'Asie. Il a étudié la politique du développement d'élevage au Botswana, les stratégies de développement à base de coton au nord-est du Zimbabwe, et des projets d'aquaculture à faible entrée auprès des ruraux pauvres au Bangladesh.

Bibliographie sommaire:

1988. Livestock policy and development ideology in Botswana. Dans *Power and Poverty: Development and Development Projects in the Third World*. D. Attwood, T. Bruneau, and J. Galaty, eds. Colorado: Westview Press.
1993. avec Z. Samina et Nagashini Beel: a case study in the transformation of a common property aquatic resource. *Naga: The ICLARM Quarterly*.
1994. Maps, names, and ethnic games: the epistemology and iconography of colonial power in northwestern Zimbabwe. *Journal of Southern African Studies*.

Eric Worby, Department of Anthropology, Yale University, 51 Hillhouse Avenue, New Haven, CT 06520. Tel: 1.203.432.3700, Fax: 1.203.432.3669, E-mail: eric.worby@yale.edu